



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMERIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 7 – 28 avril au 11 mai 2023

Sommaire

Fait marquant

- La *Competition and Markets Authority* est le premier régulateur à lancer une enquête sur le marché des modèles de fondation d'intelligence artificielle

Economie numérique et régulation

- Le secrétaire d'Etat au numérique britannique a participé à la réunion des ministres du numérique du G7 au Japon
- Le *Digital Regulation Cooperation Forum* a publié son plan de travail pour l'année 2023/2024
- La *Competition and Markets Authority* a lancé une enquête préliminaire sur le rachat de *Figma* par *Adobe*

Télécommunications et réseaux

- Le *Product Security and Telecommunications Infrastructure Regime* entrera en vigueur en avril 2024

Données et intelligence artificielle

- Le gouvernement va lancer un « *hackaton* » visant à réduire la liste d'attente des demandes d'asile au moyen de l'intelligence artificielle

Cyber-sécurité

- Le gouvernement a dévoilé sa *Fraud Strategy* avec l'objectif de réduire la fraude et la cybercriminalité de 10 % à horizon 2025

Spatial

- La société *Orbex* a entamé la construction du premier port spatial vertical sur le sol continental britannique
- La *Competition and Markets Authority* a autorisé le rachat d'*Inmarsat* par *Viasat*

- La Commission géospatiale a lancé un projet pilote visant à développer l'usage par le secteur public des données issues de l'observation de la Terre par satellite

Ecosystème tech

- L'investissement en capital-risque au R-U est retombé à son niveau pré-pandémie

Fait marquant: La *Competition and Markets Authority* est le premier régulateur à lancer une enquête sur le marché des modèles de fondation d'intelligence artificielle

La *Competition and Markets Authority* (autorité de concurrence – CMA) a lancé une enquête sur le marché des modèles de fondation d'intelligence artificielle (IA) - modèles d'IA de grande taille entraînés sur une grande quantité de données souvent par apprentissage auto-supervisé. Ces modèles comprennent les modèles de langage naturel et l'IA générative qui ont émergé ces dernières années et qui pourraient être « *aussi transformateurs que la révolution industrielle* » selon [Sir Patrick Vallance](#), l'ancien conseiller scientifique du gouvernement. Il fait notamment référence à l'impact que ces modèles pourraient avoir sur le marché du travail et [appelle](#) le gouvernement à « *anticiper* » ces profonds changements sociaux et économiques afin d'éviter qu'un grand nombre de personnes perde leur emploi. Afin de garantir que l'innovation en matière d'IA se poursuive d'une manière qui profite aux consommateurs, le gouvernement a demandé aux différents régulateurs – dans son [AI White Paper](#) – de réfléchir à la façon de garantir un développement de l'IA qui soit sûr et sécurisé, transparent, équitable, responsable et contestable. Lancée dans ce cadre, l'enquête de la CMA vise à comprendre comment la concurrence au sein de ce marché pourrait se développer, à explorer les potentiels risques pour la concurrence et la protection des consommateurs et à élaborer des principes directeurs pour soutenir la concurrence. La CMA publiera ses conclusions en septembre 2023.

🌐 Economie numérique et régulation

1 Le secrétaire d'Etat au numérique britannique a participé à la réunion des ministres du numérique du G7 au Japon

Les 29 et 30 avril, Paul Scully, le secrétaire d'Etat au numérique, a assisté à la réunion des ministres du numérique du G7 au Japon. La régulation de l'intelligence artificielle a été l'un des sujets abordés et les ministres se sont [accordés](#) sur la nécessité d'adopter une réglementation « *basée sur le risque* » préservant à la fois « *un environnement ouvert et propice* » au développement de l'IA. La déclaration ministérielle porte également sur les points suivants :

- la facilitation des flux de données transfrontières en toute confiance : les ministres ont pris l'engagement de rendre opérationnelle la libre circulation de ces données et de tirer parti des éléments de convergence entre les différentes approches réglementaires afin de favoriser l'interopérabilité. A cette fin, l'*Institutional and Arrangement for Partnership* (IAP) sera mis en œuvre prochainement. Les ministres ont également salué l'adoption de la déclaration de l'OCDE sur l'accès des pouvoirs publics aux données à caractère personnel détenues par des entités du secteur privé ;
- le déploiement d'une infrastructure numérique sûre et résiliente : les ministres ont souligné l'importance d'avoir une vision commune pour la nouvelle génération de réseaux (5G et 6G). Ils ont également pris l'engagement de coopérer à la recherche, au développement et à la mise en œuvre de standards internationaux afin de développer l'infrastructure pour 2030 et au-delà ;
- la gouvernance d'internet : les ministres ont renouvelé leur soutien à la promotion d'un internet ouvert, libre, global, interopérable, de confiance et sécurisé. Les ministres souhaitent renforcer leur collaboration afin de lutter contre la désinformation en ligne, avec notamment la mise en place de rencontres régulières afin d'échanger sur les bonnes pratiques existantes ;
- les technologies émergentes et innovantes : les ministres se sont engagés à garantir l'interopérabilité des infrastructures numériques, la coopération en matière de confiance et de sécurité tout au long de la chaîne de valeur mondiale, notamment concernant les semi-conducteurs et l'amélioration de la transparence des composants de logiciels ;

- la concurrence sur les marchés numériques: les ministres se sont engagés à organiser un sommet sur la concurrence numérique à l'automne 2023 et à échanger sur leurs différents cadres réglementaires.

2 Le *Digital Regulation Cooperation Forum* a publié son plan de travail pour l'année 2023/2024

Le 28 avril, le *Digital Regulation Cooperation Forum* (DRCF) a publié son [plan de travail](#) pour l'année 2023/2024. Créé en 2020, le DRCF est un forum de coopération volontaire entre les régulateurs britanniques, visant une meilleure collaboration dans le secteur numérique. L'entité regroupe ainsi la *Competition and Markets Authority* (autorité de concurrence - CMA), l'*Information Commissioners Office* (autorité de protection des données - ICO), l'*Office of Communications* (régulateur des télécommunications - Ofcom) et la *Financial Conduct Authority* (autorité des marchés financiers - FCA) depuis 2021. L'année à venir sera marquée par des changements législatifs et réglementaires importants pour le secteur du numérique (avec notamment l'*Online Safety Bill*, le *Data Protection and Digital Information Bill*, le *Digital Markets, Competition and Consumers Bill* et le *AI White Paper*). Le DRCF aura un rôle clé pour garantir une mise en œuvre harmonisée de ces textes et pour guider les entreprises. Le DRCF entend ainsi centrer son action sur :

- la création d'un service de conseil « multi-agences » à destination des entreprises régulées par plusieurs régulateurs;
- la mise en œuvre d'un paysage cohérent pour la réglementation du numérique entre les différents régulateurs;
- l'encouragement à la mise en œuvre de meilleures pratiques en matière de réglementation et d'audit des algorithmes et de l'IA.

Ce nouveau plan de travail a été accueilli favorablement par [TechUK](#), l'organisation représentant les intérêts des entreprises du secteur technologique.

3 La *Competition and Markets Authority* a lancé une enquête préliminaire sur le rachat de *Figma* par *Adobe*

La *Competition and Markets Authority* (autorité de concurrence – CMA) est le premier régulateur à ouvrir une [enquête](#) sur le rachat de *Figma* – une entreprise proposant un logiciel de design collaboratif – par *Adobe* pour 20 Md\$. Cette enquête préliminaire a été lancée neuf mois après l'annonce de l'opération. Selon le [Financial Times](#), les régulateurs américain et européen pourraient également ouvrir une enquête. Cette annonce intervient une semaine

après le blocage par la CMA de l'acquisition d'Activision Blizzard par Microsoft. Adobe a déclaré se réjouir de « *poursuivre avec le ministère de la justice américain, la CMA et la Commission européenne des discussions productives sur les entreprises, leurs marchés et les impacts économiques positifs que cette opération entraînera* ». Adobe pourrait faire valoir que les deux entreprises ne sont pas en concurrence sur le même marché car, selon une étude interne, 10 % des utilisateurs de *Photoshop* (logiciel développé par Adobe) utilisent également *Figma*. La CMA rendra sa décision d'ici au 30 juin sur l'opportunité d'ouvrir une enquête approfondie.

📡 Télécommunications et réseaux

1 Le *Product Security and Telecommunications Infrastructure Regime* entrera en vigueur en avril 2024

Le gouvernement [a annoncé](#) que le nouveau *Product Security and Telecommunications Infrastructure Regime*, adopté en décembre dernier, entrera en vigueur le 29 avril 2024. Ce nouveau régime prévoit notamment l'obligation pour les fabricants de mettre en œuvre des normes de sécurité minimales pour tous les produits de consommations dotés d'une connectivité internet, tels que les smartphones, les enceintes intelligentes et les consoles de jeux, avant leur mise en vente. Ces normes de sécurité comprennent notamment l'interdiction des mots de passe universels par défaut et une plus grande transparence des fabricants sur la durée au cours de laquelle les produits bénéficieront de mises à jour de sécurité. Les acteurs du secteur bénéficient de 12 mois pour se préparer à la mise en œuvre de la nouvelle réglementation. Selon le gouvernement, ce régime fait du R-U « *le premier pays au monde à exiger des protections minimales contre les risques de cybersécurité* » ce qui n'aurait « *pas été possible en tant qu'Etat membre de l'UE* ».

🌐 Données et intelligence artificielle

1 Le gouvernement va lancer un « *hackaton* » visant à réduire les listes d'attente des demandes d'asile au moyen de l'intelligence artificielle

Selon le [Guardian](#), le Home Office a convoqué un « *hackaton* » qui se tiendra au mois de mai afin de réfléchir à des solutions basées sur l'intelligence artificielle (IA) pour résorber l'arriéré de demandes d'asile (s'élevant à 138 052 à ce jour). Le gouvernement a convoqué des

universitaires, des experts en technologie et des fonctionnaires, qui présenteront leurs idées face à un jury. Certains universitaires et avocats se questionneraient sur la compatibilité de l'utilisation de l'IA avec l'engagement pris par le *Home Office* de traiter chaque cas avec « humanité ». En 2022, le ministère avait été contraint d'abandonner l'utilisation d'un algorithme pour prendre des décisions en matière de visas, après que des militants aient identifié un « [biais raciste](#) » dans la programmation. Le *Home Office* a déclaré que « *le gouvernement est clair sur le fait que les demandes d'asile seront toujours décidées par une personne. Le hackathon a été mis en place pour générer des idées innovantes* ».

Cyber-sécurité

1 Le gouvernement a dévoilé sa *Fraud Strategy* avec l'objectif de réduire la fraude et la cybercriminalité de 10 % à horizon 2025

Alors que la fraude en ligne est aujourd'hui l'infraction la plus répandue au R-U, le gouvernement a lancé sa [Fraud Strategy](#) qui vise à réduire la fraude et la cybercriminalité de 10 % en 2025 par rapport aux niveaux de 2019. A cette fin, le gouvernement souhaite notamment contraindre les plate-formes numériques à mettre en place des mesures de protection supplémentaires pour protéger les utilisateurs et introduire des sanctions sévères en cas de non-respect de ces obligations. Ces mesures devraient être intégrées à l'*Online Safety Bill* actuellement en cours d'examen au Parlement. Le gouvernement souhaite également mettre en place une charte volontaire pour que les plate-formes s'engagent à développer des procédures simples afin de dénoncer la fraude. Selon le [Financial Times](#), l'adoption de cette charte aurait été préférée par le gouvernement à l'option de rendre les entreprises responsables des dédommagements pour les fraudes opérées en raison de contenus publiés sur leur plate-forme. Selon un fonctionnaire, cette dernière option aurait éloigné « *le R-U de ses concurrents internationaux et nuirait à notre compétitivité technologique internationale* ».

Spatial

1 La société Orbex a entamé la construction du premier port spatial vertical sur le sol continental britannique

La société de lancement de fusées Orbex a [annoncé](#) avoir entamé la construction d'un port spatial vertical à Shuterland en Ecosse. Une fois la construction achevée, Orbex ambitionne de procéder jusqu'à 12 lancements par an de fusées commerciales alimentées par des biocarburants et réutilisables, avec des charges utiles composées de petits satellites. Selon l'entreprise et le gouvernement, le site devrait permettre de créer 250 emplois et avoir un bilan carbone neutre. Le premier lancement devrait avoir lieu au cours de l'année 2023. Le projet pourrait rapporter près d'1 Md£ à l'économie des *Highlands and Islands* au cours des 30 prochaines années selon le *Highlands and Islands Enterprise*. L'Écosse est un lieu privilégié pour le lancement de fusées, car elle a accès à des orbites héliosynchrones sans survoler de terres habitées - les îles Shetland abritent le *SaxaVord Spaceport*, un autre site de lancement vertical.

2 La Competition and Markets Authority a autorisé le rachat d'Inmarsat par Viasat

La Competition and Markets Authority (autorité de concurrence – CMA) a [autorisé](#) la fusion des opérateurs de satellites Inmarsat et Viasat. La CMA craignait que l'opération fasse augmenter le prix et diminuer la qualité du WiFi à bord des avions et avait lancé une enquête approfondie (phase 2) en octobre dernier. Viasat et Inmarsat sont en effet en étroite concurrence dans le secteur de l'aviation, notamment dans le domaine en pleine expansion de la fourniture de WiFi à bord pour les passagers. Le marché des communications par satellites étant en pleine expansion, l'autorité a estimé que l'entreprise issue de la fusion ferait face à une concurrence suffisante dans les années à venir avec des acteurs tels que Starlink, Intelsat et Panasonic.

3 La Commission géospatiale a lancé un projet pilote visant à développer l'usage par le secteur public des données issues de l'observation de la Terre par satellite

Le gouvernement a [annoncé](#) le lancement d'un projet pilote qui vise à explorer les voies d'utilisation des technologies d'observation de la Terre par le secteur public, qui sera mis en oeuvre par la Commission géospatiale. Les images et données pourraient en effet permettre d'améliorer l'analyse de l'administration dans des domaines tels que l'utilisation des sols, la

surveillance de l'environnement ou encore les interventions d'urgence. Les organismes publics éligibles pourront accéder aux données produites par la technologie d'observation de la Terre et les tester pendant la période pilote de 12 mois. L'initiative est menée en partenariat avec *Airbus Defence and Space* et durera jusqu'à la fin du mois de mars 2024.

Ecosystème tech

1 L'investissement en capital-risque au R-U est retombé à son niveau pré-pandémie

Selon un [rapport](#) publié par le cabinet de conseil *Beauhurst*, l'investissement en capital-risque au R-U au premier trimestre de 2023 a baissé de 37 % par rapport au même trimestre de l'année dernière et de 14 % par rapport au dernier trimestre 2022. Avec 542 transactions annoncées pour un total de 2,38 Md£, les levées de fonds sont retombées quasiment à leur niveau pré-pandémie. Le R-U ne fait ainsi pas exception au ralentissement mondial des levées de fonds en capital-risque. Pour [Warren Middleton](#), responsable au R-U du programme *Emerging Giants* de *KPMG*, le ralentissement était inévitable, car le niveau d'investissement vertigineux des années de pandémie était une « *aberration* » et ajoute que « *le sentiment des investisseurs au Royaume-Uni commence à s'améliorer légèrement* » avec l'idée « *que le pire de la turbulence du marché pourrait être passé* ».

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 28 avril et 11 mai 2023 :

- [IRIS Audio Technologies](#), AI (entreprise développant une technologie alimentée par l'IA et supprimant les bruits de fond des appels téléphoniques), [Série A, 5,6 M£](#)
- [M3ter](#), Software (entreprise développant un modèle de tarification pour les logiciels variant en fonction de l'utilisation faite par le client), [Série A, 11,2 M£](#)
- [TympaHealth](#), MedTech (plate-forme numérique destinée à évaluer la santé auditive), [Série A, 23 M\\$](#)
- [Zodia Custody](#), Crypto (entreprise proposant des services de conformité pour les crypto-actifs), [Série A, 29 M£](#)
- [Polymateria](#), GreenTech (start-up développant une technologie de biotransformation pour réduire la pollution plastique), [Série B, 20 M£](#)
- [Hackajob](#), HRTech (plate-forme de recrutement de talents spécialisés dans le domaine technologique), [Série B, 25 M\\$](#)
- [Ascend Gene & Cell Therapies](#), BioTech (start-up aidant les entreprises de thérapie génique à transformer leur produit en programmes cliniques réalisables), [Venture Round, 105 M£](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international